



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention d'indemnisation de l'exploitant du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération 5ème Ligne de tramway - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

A l'occasion de la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, les travaux à entreprendre vont créer des difficultés d'exploitation du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant les lignes de tramways et de bus, réseau exploité par TaM en sa qualité de délégataire.

Ces difficultés, générées par la réalisation des travaux de la 5ème ligne, entraînent des surcoûts qui devront être pris en charge par la Métropole dans le cadre du budget de l'opération 5ème ligne de tramway. Il est ainsi proposé la signature d'une convention d'indemnisation afin de formaliser le versement d'une indemnité.

Cette convention a pour objet d'identifier les surcoûts liés à la réalisation des travaux et à la préparation de l'exploitation de la 5ème ligne du tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, pour TaM sur la période actuelle du contrat de délégation de service public et dans le cadre du futur contrat avec la SPL TaM jusqu'à la mise en service de la ligne prévue en 2025 et la livraison du dépôt de Grammont prévue en 2027.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre en charge dans le cadre du budget de l'opération tramway ligne 5 les surcoûts liés à la réalisation des travaux et à la préparation de l'exploitation de la 5ème ligne. Ces surcoûts sont détaillés à l'article II de la convention.

Les surcoûts portent notamment, pendant la phase travaux, sur les pertes de recettes et surcoûts suivants : coûts kilométriques de déviation et heures de conduite, mise à disposition de véhicules supplémentaires, coût du personnel lié à la mise en place d'un nouveau schéma d'exploitation. Concernant la préparation à l'exploitation, les surcoûts porteront notamment sur des coûts de personnel en lien avec la mise en place d'un nouveau schéma d'exploitation, mais également sur des coûts de gestion de la phase intermédiaire avant l'arrivée du nouveau dépôt et de la phase de pré-exploitation du 3<sup>ème</sup> nouveau dépôt de Grammont.

L'ensemble des coûts est estimé à un montant prévisionnel de 24,99 M€ HT (valeur septembre 2020), pour la période 2023 à 2027 décomposé comme suit :

- 3,33 M€ HT (valeur septembre 2020) pour l'année 2023 ;
- 3,63 M€ HT (valeur septembre 2020) pour l'année 2024 ;
- 18,03 M€ HT (valeur septembre 2020) à compter de 2025, jusqu'à la mise en service de la ligne 5 et la livraison du dépôt de Grammont (prévu pour fin 2027).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'indemnisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et le délégataire TaM exploitant le réseau de transport de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236704-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION ind exploitant L5\_ProjetTaM-3M\_2023\_06\_21.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.